

L'Afpa sens dessus dessous

À l'Association pour la formation des adultes, le transfert des psychologues vers Pôle emploi ne passe pas. Les salariés sont aussi déstabilisés par le style du nouveau directeur général.

M

onsieur Caïla, serez-vous le fossoyeur de l'Afpa?» Ce mercredi 8 avril, les questions fusent autour du nouveau directeur général de l'Afpa, nommé trois mois plus tôt. Sifflé, hué, il est pris à partie par des salariés en colère. Cent cinquante personnes sont venues d'un peu partout en France au siège de Montreuil à l'occasion du comité central d'entreprise consacré au transfert des psychologues de l'Afpa chargés de l'orientation vers Pôle emploi. Au total, 919 équivalents temps plein doivent rejoindre le giron de l'opérateur national d'ici au 1^{er} avril 2010. Le DG ne s'est pas dégonflé. Il est descendu dans l'arène pour faire passer son message. «Je suis venu avec un projet de développement pour l'Afpa, qui doit devenir autonome dans la définition de sa vision de l'intérêt général», lance-t-il à ses détracteurs.

Si le sujet a rallumé la mèche de la contestation au sein de la maison, le style de Philippe Caïla n'a pas non plus calmé les esprits. L'homme déstabi-

lise plus qu'il ne séduit ses troupes pour le moment. Produit des grandes écoles (Sciences po, Normale sup, ENA), ce haut fonctionnaire de 41 ans cumulait auparavant le poste de directeur adjoint au cabinet d'Éric Woerth, au Budget, et de directeur de cabinet d'André Santini, à la Fonction publique.

À l'Afpa, il est arrivé avec sa garde rapprochée, venue elle aussi de Bercy : dircom, chef de cabinet et directeur adjoint chargé de la performance, un chauffeur «et une Citroën C6, comme les ministres», souligne un salarié qui assure ne jamais le voir au siège. Philippe Caïla ne cache pas qu'il n'aime pas le bâtiment triste et gris de l'Association. Trop bureaucratique à son goût. Il raconte qu'il a bien failli renoncer au poste en découvrant le lieu un samedi sous la neige. «Le siège doit correspondre à ce que doit être cette entreprise désormais», souligne-t-il. Il cherche d'ailleurs des bureaux dans Paris pour éviter les allers-retours. «Il parle d'entreprise et plus d'association, de clients et plus de stagiaires. Et quand il nous compare, c'est à Demos et à la Cegos», s'agace Jean-Paul De-

kooninck, délégué syndical CFDT. Philippe Caïla travaille beaucoup. Il a gardé un rythme ministériel et dispose de deux assistantes pour le suivre dans ses journées à rallonge. Des journées qu'il consacre essentiellement à du lobbying auprès du Medef, des confédérations syndicales, des ministères, des régions, d'Altedia... «Le boulot normal d'un directeur général qui prend son poste», note un salarié au siège.

Des réformes au pas de charge. Philippe Caïla se montre en tout cas déterminé et rapide dans les réformes qu'il entend mener. Depuis janvier, il a réalisé une enquête d'opinion avec Ipsos pour évaluer le climat social interne, organisé cinq conventions interrégionales réunissant l'ensemble des 1 000 cadres de l'Association, mis en place des groupes de travail afin de construire un projet stratégique pour l'Association. Dans le même temps, il a rédigé avec Christian Charpy un rapport sur les conditions de transfert

des psychologues de l'Afpa vers Pôle emploi, informé et consulté les représentants du personnel et la quarantaine d'administrateurs de l'Afpa. Objectif : inscrire dans la loi sur la formation professionnelle le transfert des personnels de l'Association.

«Il part dans tous les sens ! Il est en train de casser cette maison. Tous les syndicats crient au démantèlement. Ils ont raison», pointe un salarié en région. Pour Philippe Caïla, le démantèlement est effectif depuis la loi du 13 février 2008 organisant le service public de l'emploi. «Elle confie l'orientation des demandeurs d'emploi à Pôle emploi. Il fallait que les salariés sachent ce qu'ils allaient devenir. Cela faisait trop longtemps qu'ils étaient dans l'incertitude», souligne-t-il. Conscient de l'inquiétude de ces derniers (76 % des salariés se déclarent inquiets ou sceptiques, selon l'enquête Ipsos), le directeur

général assure ne pas vouloir casser le code génétique de l'entreprise. Il ne ralentit pas pour autant l'acadence.

Ce qui est grave, c'est qu'il double la gouvernance de l'Association. Du coup, celle-ci ne prend ni la main ni ses responsabilités vis-à-vis des salariés», accuse Jacques Coussi, délégué syndical CGT. Une gouvernance quadripartite (État, région, patronat, syndicats) présidée depuis décembre par Jean-Luc Vergne, ex-DRH du groupe PSA. Très attendu par les syndicats, le successeur de Jean-François Pilliard laisse pour le moment sur leur faim... faute d'avoir pris la parole. «Historiquement, la gouvernance était sous la coupe du gouvernement, parce que le financement de l'Afpa était issu de la subvention publique. Ça n'est plus le cas depuis le 1^{er} janvier

et l'entrée de l'Afpa dans le bain de la concurrence, décrypte Paul Desaignes, administrateur CGT. Et, dans les faits, le DG poursuit son émancipation. Ce à quoi Jean-Luc Vergne répond que «la gouvernance n'a jamais aussi bien fonctionné ! Le bureau s'est réuni fin mars en séminaire. Des groupes de travail sont en place notamment sur la gouvernance et les statuts. Le rôle du conseil d'administration est de définir des orientations stratégiques. Pas de s'immiscer dans le travail de la direction». Pour les syndicats, la gouvernance se jouerait à Bercy, dans les bureaux de Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'Emploi. De quoi hérisser le poil des élus régionaux.

Un prestataire comme les autres. Depuis la décentralisation de la formation décidée en 2004, les conseils régionaux ont vu l'Afpa leur

échapper peu à peu. Aujourd'hui, non seulement les psychologues sont transférés à Pôle emploi, ce qui ne leur permet plus de mettre sur pied un véritable service de l'orientation professionnelle, mais encore l'État transmettrait à l'Association le patrimoine immobilier qu'elle utilise. La région Centre a saisi le Conseil d'État sur le sujet, et la Commission européenne doit donner son aval. Le dossier n'inquiète pas Philippe Caïla, qui ne veut surtout pas entrer en conflit avec les régions. «L'Afpa n'a pas vocation à être un enjeu. Ni pour les régions ni pour l'État. Elle doit être un acteur autonome. Nous sommes un prestataire comme les autres.» Pas si sûr. L'État vient de faire entrer l'Afpa dans le pilotage du Fonds d'investissement social installé le 10 avril... Une façon de rappeler que l'Association doit rester au service de l'État. L'autonomie n'est pas gagnée ! ■



Le siège de l'Afpa, à Montreuil.

Hamilton/Réa

II300

C'est le nombre de salariés de l'Afpa. Parmi eux, 1 200 psychologues, dont plus de 900 doivent rejoindre Pôle emploi d'ici au 1^{er} avril 2010.